

Les organisations départementales de la CGT Education, de la FSU, de la FNEC-FO, de la CNT et de Sud-Solidaires Education se sont réunies le mercredi 2 décembre et ont décidé de poursuivre la mobilisation.

Elles déplorent que les ministres de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche comme celui de la Fonction publique méprisent les revendications des personnels et continuent de vouloir imposer leurs « réformes » pourtant largement rejetées. Elles rappellent leurs exigences au moment où les choix budgétaires se décident:

**- l'abandon des suppressions de postes et l'augmentation des recrutements aux concours.**

**- l'abandon des contre réformes (Chatel sur le lycée, décrets DARCOS dans le primaire, la suppression des BEP)**

**- l'abandon de la réforme actuelle de recrutement des enseignants**

**- l'abandon de la loi « mobilité », véritable broyeuse du statut des fonctionnaires**

**- la revalorisation du point d'indice de la fonction publique pour le rattrapage et l'amélioration des salaires et des pensions**

**- un système éducatif qui assure la réussite de tous les jeunes.**

Elles appellent, dans le prolongement de la journée de grève et de manifestation du 24 novembre dernier :

- à des Assemblées générales dans les lieux de travail (écoles, collèges, lycées, services, universités) dès à présent
- et à des Assemblées générales de secteurs sur Rennes, Redon, Fougères, Saint-Malo et Vitré dans la semaine du 14 au 17 décembre.